

Comment contrer la politique d'austérité et stopper la montée du Front national ?

Ensemble, tout est possible !

Texte collectif de syndicalistes CGT.

Pour nous syndicalistes CGT, la défense des intérêts des salariés, des retraités et des privés d'emploi nécessite la construction d'un mouvement social capable de porter un coup d'arrêt à l'austérité et à l'extrême droite qui s'en nourrit. Cet objectif ne souffre ni délai ni division. L'urgence est au rassemblement le plus large sans a priori ni exclusive de toutes celles et tous ceux qui combattent l'austérité et recherchent la voie d'une alternative pour la transformation sociale. C'est pourquoi nous avons été de toutes les mobilisations récentes allant dans ce sens. Ainsi de la journée d'action interprofessionnelle du 18 mars, de la marche citoyenne du 12 avril, du 1^{er} Mai, des journées unitaires des fonctionnaires et des retraités. Le 26 juin doit s'inscrire dans cette lignée. Les mouvements des cheminots et des intermittents, ainsi que les nombreuses luttes en cours participent à cette construction.

La détermination des tenants de l'actuelle politique d'austérité les conduit à s'opposer à l'intérêt général jusqu'à la dernière extrémité. Le verdict des urnes, la représentation des salariés et la prise en compte de leur avis ne sont rien dans leur stratégie du choc qui suppose l'exclusion de la question sociale.

Le chômage, au niveau inédit depuis la crise de 1929, nourrit une atmosphère de peur, qui s'empare en particulier d'une jeunesse globalement exclue. La ronde sans fin des fermetures d'entreprises est en soi un acte d'accusation d'un patronat de rentiers et d'actionnaires à l'égoïsme glacé. Les victimes de la précarité tombent dans une trappe sans retour, pendant que les salariés, tous cibles potentielles de licenciements sans entraves, nourrissent une angoisse à l'égard de leur possible chute dans la pauvreté.

Premier intéressé par cette orientation austéritaire, le Medef accuse tous les aspects sociaux de la condition salariale d'être les auteurs de la crise. Il ne s'agit plus de demander aux actifs, chômeurs et retraités des sacrifices de circonstance en attendant la sortie du tunnel. L'objectif patronal est bien de se débarrasser de pans entiers de posi-

tions sociales et publiques issues du programme du Conseil national de la Résistance et conquises à la Libération.

Dans les projets de lois de finances rectificatives, soumis fin juin au vote de l'Assemblée nationale, le gouvernement aligne son pacte dit « de responsabilité » sur la perspective de démantèlement de la protection sociale, phare du système social national. La baisse des cotisations, les exonérations fiscales, le gel des prestations sociales font suite aux attaques contre le régime des retraites et celui des allocations familiales.

L'urgence est au rassemblement le plus large sans a priori ni exclusive.

La réduction des déficits et des dettes publiques est l'objectif prioritaire de la politique économique menée en France comme dans la plupart des pays européens. La baisse des salaires des fonctionnaires, ou le pacte « de responsabilité » qui prévoit 50 milliards supplémentaires de réduction des dépenses publiques sont justifiés au nom de cet impératif. Le discours dominant sur la montée de la dette publique fait comme si son origine était évidente: une croissance excessive des dépenses publiques. Or, cette affirmation ne résiste pas à un examen sérieux des faits: au total, 59 % de l'actuelle dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs.

En engageant à marche forcée une réforme territoriale lourde de danger pour la démocratie de proximité, les services publics et le statut des personnels, le gouvernement entend mettre les structures territoriales au service de la stratégie du capital, pour qui démocratie et citoyenneté sont devenues incompatibles avec la conservation de ses privilèges.

La politique d'austérité n'est donc pas le moindre mal choisi par un gouvernement raisonnable mais le mal libéral qui subvertit tout système social et démocratique. Discrediter les garanties

républicaines et le droit social en pratiquant la surdité volontaire à l'égard de l'immense majorité de la population dope les menées subversives de l'extrême droite. Le lien entre la dérive des institutions mises au service exclusif de politiques d'austérité et la résurgence de l'extrême droite est attesté dans les pays du continent où elle se manifeste.

Les germes de cette situation hautement préoccupante nous avaient conduits à considérer qu'il était nécessaire, dans le respect des prérogatives de chacune et de chacun, de mettre en œuvre des constructions nouvelles entre syndicats, associations et partis politiques, potentiellement de nature à relever les défis qui étaient devant nous.

C'est cette démarche qui, en particulier, a permis la marche nationale le 12 avril dernier.

Depuis lors, avec la nomination de Manuel Valls comme premier ministre et l'accentuation de la politique libérale menée, les choses se sont encore aggravées et nous sommes sans aucun doute à la veille de bouleversements profonds, dont personne ne peut prédire ni l'ampleur ni les conséquences.

L'extrême droite atteint des scores dramatiquement élevés aux élections, gagne des mairies, étend ses réseaux, cependant que la montée de l'abstention confirme la profondeur de la souffrance et de la désillusion dans la population.

L'identité fondamentale de notre syndicalisme est de ne jamais déroger à la mission définie au cours de son histoire, la représentation des intérêts matériels et moraux du travail, par leur défense au quotidien et la recherche de l'émancipation par la transformation sociale. La situation actuelle n'échappe pas à cette conduite rigoureuse.

Bien entendu, en tant que syndicalistes CGT, nous nous félicitons des luttes syndicales menées, des brèches ouvertes. Tout doit d'ailleurs être mis en œuvre pour que, à l'intérieur d'un projet syndical cohérent, ces mobilisations gagnent en profondeur et fassent progresser les alternatives aux politiques actuelles.

À l'opposé de toute « union sacrée pour l'austérité », que le gouvernement cherchera à promouvoir lors de la conférence sociale de juillet, nous préconisons la constitution d'un vaste rassemblement de toutes les forces disponibles, autour de deux objectifs indissociables: la rupture avec l'austérité; la lutte dans l'union la plus large contre une extrême droite qui prétend au pouvoir.

Mais, encore plus qu'hier, nous considérons que le caractère inédit de la situation à laquelle nous sommes confrontés appelle à des passerelles larges de toutes celles et tous ceux qui partagent la nécessité de rompre avec les politiques mortifères d'austérité, de promouvoir une tout autre répartition des richesses créées, une rupture dans les logiques de gestion et une véritable démocratie rendant le citoyen acteur des changements profonds à mettre en œuvre. ●

LES SIGNATAIRES DE CE TEXTE

Éric Alligner; Sylviane Brousse; Jean-Marc Canon; Mireille Chessa; Christophe Delecourt; Pascal Joly; Denis Lalys; Hervé Ossant; Marc Peyrade; Pierre Place; Cédric Quintin; Serge Ragazzacci; Daniel Sanchez; Baptiste Talbot; Gisèle Vidallet; Céline Verzeletti; Emmanuel Vire; Ollivier Champetier.